

## François Bayrou propose au PS de former une "majorité alternative"

LE MONDE | 08.09.08 | 15h38

« C'est bien d'être au centre des débats, non ? » À l'ouverture de l'université de rentrée du Mouvement démocrate (MoDem), qui s'est tenue du 5 au 7 septembre au Cap Estérel (Var), François Bayrou se délectait par avance du scénario qu'il avait en tête. Dimanche, il a pris date pour 2012 - ce dont personne ne doutait - et s'est "invité" au prochain congrès du Parti socialiste, en novembre.

"Nous aurons bien besoin les uns des autres le jour où il s'agira de construire ensemble", a lancé le président du MoDem à la fin de son discours de clôture, devant plus de 2 000 personnes, après avoir esquissé son projet pour "une société humaniste". "Ce n'est pas un projet de compromissions qui s'accommode des dérives actuelles, c'est un projet de confrontation", a insisté M. Bayrou. Sans jamais nommer Nicolas Sarkozy, il a énuméré tout ce qui, à ses yeux, constitue des atteintes à une "République démocratique, laïque et sociale" et exalté la "capacité de résistance des Français". "S'il faut une voix pour dire non, nous serons là", a-t-il promis.

L'ancien candidat à l'élection présidentielle ne s'est pas contenté de tirer à boulets rouges sur "le pouvoir qui s'est installé en 2007", dont il a dénoncé l'"injustice" et l'"arbitraire". Il a ouvert la perspective d'une "majorité alternative".

En annonçant, entre les deux tours de l'élection présidentielle, qu'il ne voterait pas pour M. Sarkozy - sans pour autant apporter son soutien à Ségolène Royal - , M. Bayrou avait opéré une rupture décisive avec sa famille d'origine. En évoquant désormais la question de l'"alternance" et des conditions pour y parvenir, le député des Pyrénées-Atlantiques franchit implicitement un pas supplémentaire en direction du PS.

"Toute victoire électorale suppose des rassemblements, et le rassemblement - je dis cela à la cantonade mais, peut-être, certains y reconnaîtront-ils le message pour eux - suppose d'accepter la différence", a souligné M. Bayrou, avant de lancer son appel à "passer les frontières".

Ce signal vise à semer le trouble chez les socialistes à l'approche du congrès de Reims. Certains d'entre eux, comme Bertrand Delanoë ou la gauche du parti, qui s'opposent à un rapprochement avec le MoDem, souhaitent faire des

alliances un enjeu de ce congrès. Une façon de mettre en difficulté M<sup>me</sup> Royal qui avait - en vain - tendu la main à M. Bayrou entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007.

Existe-t-il pour autant une vraie ligne de fracture au sein du PS ? Les élections municipales ont été marquées par des alliances avec le MoDem à Dijon, Lyon, Lille, Grenoble ou Marseille. Le vrai problème, pour le PS, concerne l'élection présidentielle. Dans cette perspective, les socialistes doivent éviter de rejeter le président du MoDem dans le camp de la droite - pour ne pas abandonner l'espoir d'obtenir son soutien au second tour -, sans pour autant accrédi-ter l'idée que le MoDem pourrait, demain, supplanter le PS comme principale force d'opposition à Nicolas Sarkozy.

Dimanche matin, François Hollande intervenait à Paris devant l'université d'été des Gracques, ces hauts fonctionnaires de gauche qui, pendant la campagne présidentielle, avaient plaidé pour un rapprochement avec M. Bayrou et appelé le PS à s'assumer "*clairement réformiste*". C'est essentiellement à propos de la crise de leadership de son parti et du malaise de l'ensemble de la gauche européenne que M. Hollande a été interpellé.

Le premier secrétaire a surtout évoqué la fiscalité. Selon lui, le mode de financement prévu pour le revenu de solidarité active (RSA) mais aussi les mesures annoncées autour du "*chèque transport*" constituent des "*concessions partielles*" dont la gauche doit se réjouir.

Le premier secrétaire a évoqué "*les trois mutations que doit amorcer la gauche*". Partisan d'une large réforme fiscale, il juge nécessaire de "*faire prévaloir une politique de l'offre*" en encourageant l'investissement des entreprises plutôt qu'une relance de la demande. Il souhaite "*transformer l'État-providence pour en faire un instrument de préparation*" et pas seulement "*de réparation*". Enfin, il a plaidé en faveur du désendettement de l'État.

Autant de thèmes sur lesquels, à quelques centaines de kilomètres de là, M. Bayrou avait lui-même esquissé des pistes de réponse et appelé à fixer "*des objectifs ambitieux*".

**Jean-Michel Normand et Patrick Roger**

Article paru dans l'édition du 09.09.08.